

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
<p style="text-align: center;"><b>Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?</b></p>	<p>Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale.</p> <p>Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur).</p> <p>Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter.</p> <p>Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer.</p> <p>Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ;</p> <p>Comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.</p>

#### Dossier 4

Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays  
et  
Comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.

## A. Regards sur les ambiguïtés des effets ...

→ 1. L'avantage à l'échange des Nations est-il l'avantage des acteurs ?

### Evolution du PIB par habitant pour quelques pays entre 1980 et 2018

(Base 100 : Monde)

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2018
France	231	235	252	261	269	255	234	215	206
Japon	194	221	256	267	247	235	215	205	198
Corée du Sud	63	83	114	156	172	184	193	188	n.r.
Chine	14	23	22	29	32	43	63	82	99
Brésil	147	133	121	126	114	106	109	95	83
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100

n.r. = Non Renseigné

**Q.1.** A l'aide de la méthode « QQQQ SOU ROI BT » comparez la situation de la France et de la Chine

**Q.2.** En quoi la matrice des échanges internationaux peut-elle éclairer les tendances du PIB par habitant\*.

**Q.3.** En quoi le document peut-il être un plaidoyer « pour et contre » la mondialisation des échanges ? → plan a/ + b/ + c/ \*\*\*

(\*Aide : mobilisez l'approche du PIB par les revenus ; le partage de la VAB ; l'utilisation des revenus par les agents résidents...)

- a. Un resserrement des écarts moyen en termes de revenu \_\_\_\_\_, donc de niveau de vie \_\_\_\_\_, au niveau mondial (limite : comment s'est effectué le partage entre les agents économiques notamment pour les ménages. Y a-t-il eu « ruissellement » de la richesse créée jusqu'aux plus démunis ?
- b. Si le partage s'effectue en direction de tous les secteurs [institutionnels / d'activité], même si ce n'est pas au même rythme, ces derniers ont pu accomplir plus largement leurs fonctions économiques (ex. \_\_\_\_\_ pour les ménages ; investir dans les structures éducatives ou sanitaires pour les \_\_\_\_\_. → amélioration de l'I\_\_\_\_\_ de D\_\_\_\_\_ H\_\_\_\_\_)
- c. Dans les pays riches les inégalités ont pu s'accroître du fait de la concurrence des pays à bas salaires venant renforcer les inégalités de revenus liées au progrès technique (cf. Chap.1)

## 2. ... qui cache des dynamiques très différentes (selon les nations).

→ Faites un schéma de synthèse mettant en valeur la logique causale du texte

[...] **Tous les pays en développement n'ont pas bénéficié de la mondialisation.** Pour de nombreux pays, les 20 dernières années ont été synonymes de stagnation. En 2006, le PIB de 42 pays dans le monde ne dépassait pas 875 dollars par habitant. [...] **Pourquoi** ces pays ne parviennent-ils pas à se hisser sur la scène économique internationale ? [...] L'un des principaux défauts de la mondialisation est l'**instabilité** qu'elle engendre. Cette instabilité se manifeste de plusieurs manières :

→ La **dépendance à l'égard des matières premières** [...] Or, les prix de ces matières premières sont très volatils. Les pays cantonnés à la mono exportation de matières premières, comme de nombreux pays africains ou le Venezuela, par exemple, avec le pétrole, sont à la merci de la chute des cours. Il en va de même pour les minerais et les produits agricoles, comme le coton au Mali. [...]

→ L'exposition aux **bulles spéculatives** : la libre circulation des capitaux à travers les frontières met certes de l'huile dans les rouages de l'économie, mais elle peut elle aussi être une source d'instabilité. Bénéfique à court terme, elle peut être dévastatrice à long terme **si les capitaux injectés dans l'économie du pays sont purement spéculatifs**. Certains investisseurs en quête de placements peuvent en effet acheter massivement des titres d'entreprises cotées dans les pays en développement, parfois sans commune mesure avec la valeur économique réelle générée par ces entreprises. Mais les bulles spéculatives ainsi créées peuvent éclater au moindre choc économique. La facilité avec laquelle les capitaux peuvent aujourd'hui circuler fait que l'argent injecté dans l'économie du pays peut en repartir aussi vite. C'est en partie cette logique qui est à l'origine des crises financières et économiques que le monde a connu dans les années 90, notamment dans les pays d'Asie du Sud-Est et en Argentine.

Souvent, les pays en développement qui s'ouvrent n'ont pas d'opérateurs nationaux de taille à rivaliser avec les multinationales étrangères. Lorsqu'elles s'implantent, celles-ci captent l'essentiel des marchés au détriment des opérateurs nationaux, et parfois des secteurs entiers de l'économie. Les entreprises étrangères, occidentales ou issues des géants asiatiques, **se voient ainsi parfois en situation de quasi-monopole, ce qui maintient des prix élevés et empêche les entreprises locales de se développer.** [...]

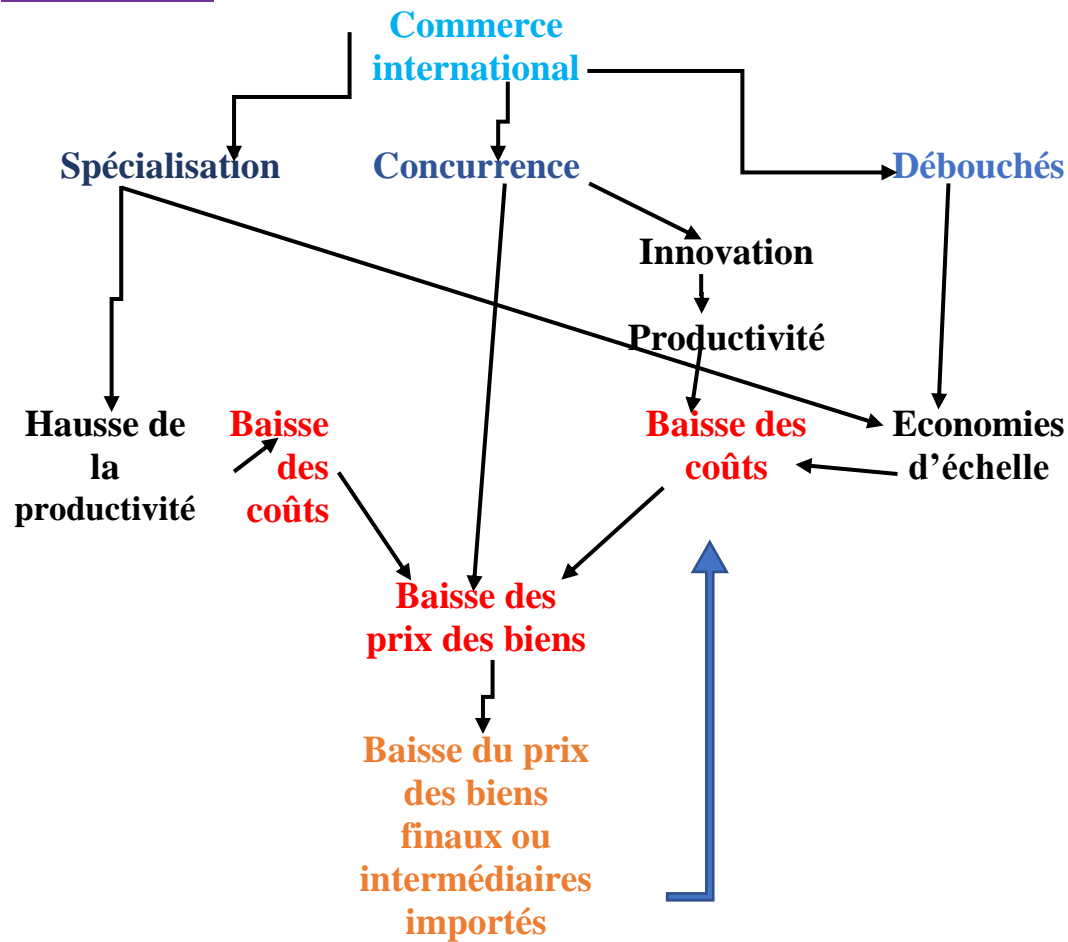
Source : <https://www.oecd-ilibrary.org/>

<i>a.</i> <i>Pays mono-producteurs de biens exportés</i>		<i>[Spéculation / IDE]</i>  <i>(Ins-Stabilité)</i>	<i>Tendance</i> <i>[Hausnière / baissière] des</i> <i>prix</i>	
	<i>Mouvements de capitaux</i>			<i>Développement par le Commerce mondial ?</i>  <i>O / N</i>
<i>b.</i> <i>Pays émergents</i>		<i>(Ins-Stabilité)</i> <i>[IDE / spéculation]</i>	<i>[Fragilité / Consolidation]</i> <i>de la spécialisation ?</i>	

3. ... et sur les agents économiques résidents dans ces nations.

a. Une baisse globale des prix pour les ménages et les SNF grâce au commerce international...




Un schéma...



Q.1. Expliquez chacune des flèches Q.2. Rappelez les différences de nature des biens échangés. Q.3. A l'aide d'exemples montrez que tous les secteurs institutionnels sont concernés par la baisse des prix Q.4. Complétez le tableau ci-contre Quelle est la nature des...

... une illustration.

Baisses de prix permises par la mondialisation pour quelques produits

			
Type de bien	<u>Ballerines</u>	<u>Poupée</u>	<u>Jean</u>
Origine	<u>Vietnam</u>	<u>Chine</u>	<u>Bangladesh</u>
Prix en euros	<u>9.99</u>	<u>10</u>	<u>14.99</u>
Prix s'il était fabriqué en France	<u>16.40</u>	<u>16.60</u>	<u>27</u>
Gain de pouvoir d'achat	<u>39%</u>	<u>?</u>	<u>?</u>

<https://photo.capital.fr/-voila-de-combien-la-mondialisation-fait-baisser-les-prix-31377>  
 ... biens présentés ? A quel secteur institutionnel sont-ils finalement destinés ? Dans quelle mesure en profitent-ils ?

b. ... « au prix » d'une hausse des inégalités intra-nationale.

*Les gagnants et les perdants de la mondialisation : la délocalisation profite aux travailleurs qualifiés et nuit aux travailleurs moins qualifiés*

[...] **plutôt qu'une** hausse de la demande relative de qualification via une modification de la composition industrielle, nous observons des augmentations de l'intensité en main-d'œuvre qualifiée dans l'ensemble des industries. [...] il s'avère que la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires, notamment de la Chine, a profondément affecté la demande de main-d'œuvre dans les pays riches, au détriment essentiellement des travailleurs non qualifiés tout en bénéficiant aux travailleurs qualifiés. Dans le cas de la France, [...] les décisions de délocalisation des entreprises françaises [...] ont fait baisser les salaires et créé une polarisation du marché du travail.

Les pays dotés d'une abondante main-d'œuvre qualifiée, comme les États-Unis ou la France, se spécialisent dans la production de biens à relativement forte intensité en main-d'œuvre qualifiée. Dans l'économie mondialisée, les entreprises ont la possibilité de transférer des parties du processus de production vers différents endroits, en tirant parti des différences de coûts entre les pays, en important des biens intermédiaires des endroits les moins chers du monde. **Les entreprises qui importent des biens à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée choisissent de le faire en provenance de pays dotés de cette main-d'œuvre tout en arrêtant de produire elles-mêmes ces biens. En abandonnant cette production, les entreprises se concentrent sur les parties les plus qualifiées du processus de production et emploient donc des salariés plus qualifiés.** [...]

Dans un monde de faible croissance, les pays doivent continuer de chercher des moyens de maximiser les gains provenant des échanges, tout en s'assurant qu'ils bénéficient à l'ensemble des salariés. Afin de profiter au maximum de la mondialisation, il est par conséquent nécessaire de **mettre en place des politiques qui corrigent les effets inégaux des échanges**, en développant des politiques de **redistribution** efficaces et en proposant des **formations** aux salariés pour les accompagner dans la transition vers de nouveaux emplois.

Rue de la Banque N° 51 ■ Novembre 2017.

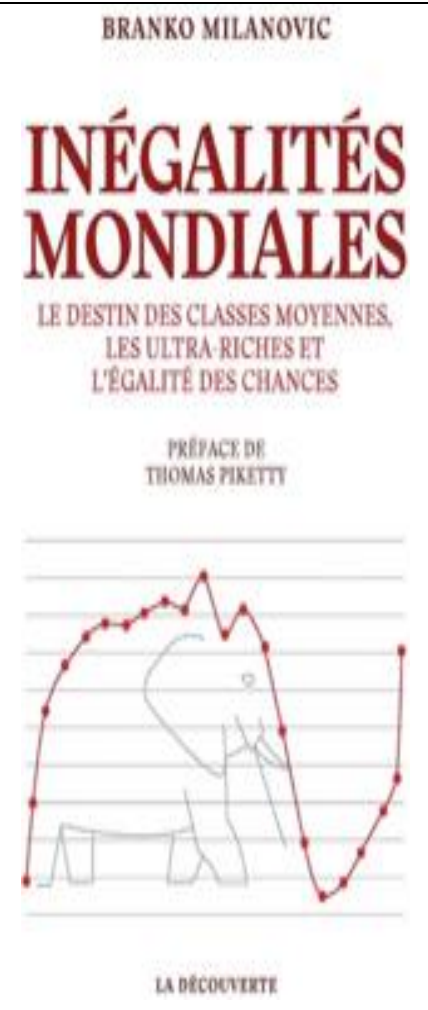
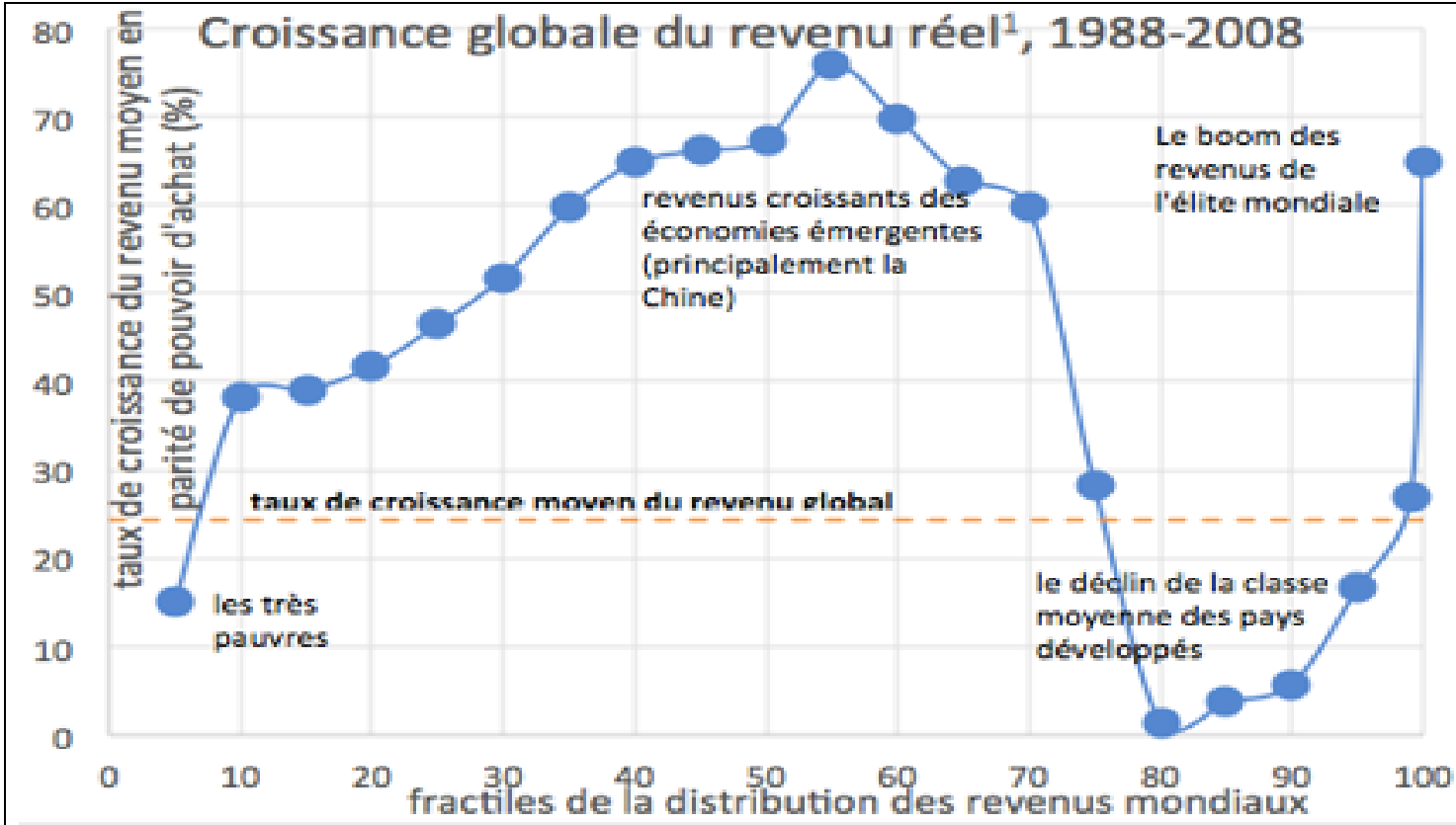
**Q.1.** A quelle théorie fait référence le « ...plutôt que... » ? Que se passe-t-il empiriquement en termes de branches ?

**Q.2.** Pourquoi le progrès technique se combine-t-il avec le commerce international pour comprendre la restructuration des activités mondiales et la restructuration de l'emploi ?

**Q.3.** A quel(s) processus peut-on associer le passage souligné ? **Illustrez avec la fin**

**du §.2 Q.4.** Pourquoi cela touche d'abord l'industrie manufacturière ? En quoi cela peut participer au processus de tertiairisation dans les pays développés et renforcer cette polarisation de l'emploi.

**Q.5.** Quel est dès lors la nature du chômage ? Pourquoi peut-on dès lors soutenir des politiques d'emploi passives et actives sans les opposer ? (court et long terme)



**Note :** En abscisses (échelle horizontale), la distribution, en %, des terriens en fonction de leurs revenus. A gauche, les plus pauvres, à droite, les plus riches. Ainsi, entre 95 et 100, ce sont les 5% les plus riches. En ordonnées (échelle verticale), la progression du revenu entre 1988 et 2008. Par exemple, hors inflation, les revenus médians (au centre) ont progressé de 80%.

**Q.1.** Rappelez la nature des indicateurs utilisés et le sens du mot « réel » associé au revenu mondial **Q.2.** Faites une phrase avec le 1<sup>er</sup> point. Quels ménages dans le monde peuvent y être associés et pour quelles raisons liées à la mondialisation ? Quel est l'intérêt du taux de croissance moyen du revenu global en termes de pauvreté relative ? **Q.3.** Qui sont, selon ce graphique, les « gagnants » de la mondialisation ? Expliquez en utilisant les 3 dimensions du PIB. **Q.4.** Pourquoi les résultats des travaux de N. Milanovic ont conduit à utiliser la métaphore de « l'éléphant » **Q.6.** (Si chapitre sur les inégalités fait avant...) Qu'est-ce que l'indice de Gini ? Quel est l'intérêt de cette courbe « de l'éléphant » par rapport à un indicateur comme l'indice de Gini ?



## B. ... effets qui génèrent des débats entre tenants du libre-échange et du protectionnisme : que choisir ?

### Libre échange

Le mot "libre-échange" peut renvoyer à deux aspects : la **doctrine** économique qui recommande la libre circulation par-dessus les frontières nationales des marchandises (biens et services), des capitaux, de la monnaie et des hommes et la **situation économique modèle**, c'est-à-dire la libre circulation totale. Dans ce cas, le libre-échange est un **objectif à atteindre**, un modèle, puisqu'il n'est encore nulle part complètement réalisé. Pour désigner ce processus de réalisation progressive du libre-échange, on parle souvent de libéralisation des échanges. Avec la notion de libre-échange, il y a des **enjeux** très importants : la mondialisation qui s'est rapidement développée repose sur l'adoption du libre-échange comme doctrine et sur sa réalisation progressive.

Bien peu contestent l'**intérêt économique** de la spécialisation et de l'échange international mais beaucoup s'interrogent sur la **répartition des gains réalisés** et sur les effets sociaux et écologiques d'un tel processus. L'indicateur le plus souvent utilisé est le niveau moyen des droits de douane. Les **droits de douane** sont les impôts qu'il faut payer lors de l'importation des marchandises. Ils se calculent en pourcentage du prix d'importation. Les **barrières non tarifaires** ne peuvent pas être mesurées par un indicateur statistique. On sait qu'elles sont aujourd'hui l'outil essentiel du protectionnisme. Ainsi, le niveau moyen des droits de douane entre pays membres du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) est-il passé de 40% en 1947 à environ 5% seulement en 1994. Parallèlement le nombre de pays adhérant au GATT, et aujourd'hui à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), a très rapidement augmenté jusqu'à concerner aujourd'hui la presque totalité de la planète.

Il n'empêche que le libre-échange n'est pas encore réalisé pour certains produits (certains services et certains produits agricoles) et concerne encore peu les flux de personnes. La suppression des tarifs douaniers ne signifie donc pas réalisation complète du libre-échange. Source : Webclass.fr

### Protectionnisme

Le mot "protectionnisme" désigne d'abord **une doctrine** économique, mais aussi, très souvent, les **pratiques** qui résultent de l'application de cette doctrine par un pays.

L'**objectif** est toujours de **protéger les acteurs** économiques nationaux de la concurrence étrangère, soit que l'on espère ainsi **encourager la production nationale** et **protéger** ainsi **l'emploi**, soit que l'on affirme vouloir conserver un haut niveau de protection sociale (ce qui **contribue à l'élévation des prix et donc à une moindre compétitivité**), soit qu'il s'agisse de productions qualifiées de "sensibles" pour lesquelles on veut **conserver une indépendance** nationale.

Les **mesures protectionnistes** peuvent être **financières** (droits de douane plus ou moins élevés), **radicales** (interdiction totale de l'importation de tel ou tel produit ou contingentement, c'est à dire limitation quantitative), ou **indirectes** (établissement de normes pour l'entrée de certains produits, subventions aux produits nationaux, campagne de soutien aux produits nationaux, du genre "achetez français", etc.).

Mesurer le degré de protectionnisme est difficile. Le seul indicateur chiffré est le niveau des tarifs douaniers : si les droits de douane passent de 35 à 20% sur l'importation des céréales, par exemple, on peut dire que le protectionnisme diminue. Mais on sait bien que le protectionnisme ne se limite pas aux droits de douane, d'où la difficulté de sa mesure.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la signature du GATT, le protectionnisme a beaucoup reculé, au moins officiellement. Le Traité, signé par un nombre grandissant de pays au fur et à mesure des années, prévoyait la réduction progressive des droits de douane et l'interdiction des barrières non tarifaires. L'OMC, qui a aujourd'hui remplacé le GATT, poursuit dans la même voie.

Source : Webclass.fr

### Piste pour la question d'EC1 suivante :

1. Distinguer le libre-échange du protectionnisme.
2. Comparer libre échange et protectionnisme.

→ **Travail à réaliser :**  
Choisissez votre question (1. ou 2.) + le plan adéquat + rédigez la réponse selon la structure retenue

### Proposition 0

- a. le libre échange
- b. le protectionnisme
- c. les différences

### Proposition 1

- a. Deux doctrines...
- b. ...qui s'opposent
- c. ... mais qui empiriquement sont observées simultanément

### Proposition 2

- a. Rapprochements...
- b. ...et différences.

### Votre Proposition 3

- a. ?...
- b. ...
- ... ? c.

### Libre échange

Le mot "libre-échange" peut renvoyer à deux aspects :

la **doctrine** économique qui recommande la libre circulation par-dessus les frontières nationales des marchandises (biens et services), des capitaux, de la monnaie et des hommes et

la **situation économique modèle**, c'est-à-dire la libre circulation totale. Dans ce cas, le libre-échange est un **objectif à atteindre**, un modèle, puisqu'il n'est encore nulle part complètement réalisé. Pour désigner ce processus de réalisation progressive du libre-échange, on parle souvent de libéralisation des échanges. Avec la notion de libre-échange, il y a des **enjeux** très importants : la mondialisation qui s'est rapidement développée repose sur l'adoption du libre-échange comme doctrine et sur sa réalisation progressive.

Bien peu contestent l'**intérêt économique** de la spécialisation et de l'échange international mais beaucoup s'interrogent sur la **répartition des gains réalisés** et sur les effets sociaux et écologiques d'un tel processus. L'indicateur le plus souvent utilisé est le niveau moyen des droits de douane. Les **droits de douane** sont les impôts qu'il faut payer lors de l'importation des marchandises. Ils se calculent en pourcentage du prix d'importation. Les **barrières non tarifaires** ne peuvent pas être mesurées par un indicateur statistique. On sait qu'elles sont aujourd'hui l'outil essentiel du protectionnisme. Ainsi, le niveau moyen des droits de douane entre pays membres du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) est-il passé de 40% en 1947 à environ 5% seulement en 1994. Parallèlement le nombre de pays adhérant au GATT, et aujourd'hui à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), a très rapidement augmenté jusqu'à concerner aujourd'hui la presque totalité de la planète.

Il n'empêche que le libre-échange n'est pas encore réalisé pour certains produits (certains services et certains produits agricoles) et concerne encore peu les flux de personnes. La suppression des tarifs douaniers ne signifie donc pas réalisation complète du libre-échange. **Source : Webclass.fr**

### Protectionnisme

Le mot "protectionnisme" désigne d'abord **une doctrine** économique, mais aussi, très souvent, les **pratiques** qui résultent de l'application de cette doctrine par un pays.

L'**objectif** est toujours de **protéger les acteurs** économiques nationaux de la concurrence étrangère, soit que l'on espère ainsi **encourager la production nationale** et **protéger** ainsi **l'emploi**, soit que l'on affirme vouloir conserver un haut niveau de protection sociale (ce qui **contribue à l'élévation des prix et donc à une moindre compétitivité**), soit qu'il s'agisse de productions qualifiées de "sensibles" pour lesquelles on veut **conserver une indépendance** nationale.

Les **mesures protectionnistes** peuvent être **financières** (droits de douane plus ou moins élevés), **radicales** (interdiction totale de l'importation de tel ou tel produit ou contingentement, c'est à dire limitation quantitative), ou **indirectes** (établissement de normes pour l'entrée de certains produits, subventions aux produits nationaux, campagne de soutien aux produits nationaux, du genre "achetez français", etc.).

Mesurer le degré de protectionnisme est difficile. Le seul indicateur chiffré est le niveau des tarifs douaniers : si les droits de douane passent de 35 à 20% sur l'importation des céréales, par exemple, on peut dire que le protectionnisme diminue. Mais on sait bien que le protectionnisme ne se limite pas aux droits de douane, d'où la difficulté de sa mesure.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la signature du GATT, le protectionnisme a beaucoup reculé, au moins officiellement. Le Traité, signé par un nombre grandissant de pays au fur et à mesure des années, prévoyait la réduction progressive des droits de douane et l'interdiction des barrières non tarifaires. L'OMC, qui a aujourd'hui remplacé le GATT, poursuit dans la même voie.

**Source : Webclass.fr**

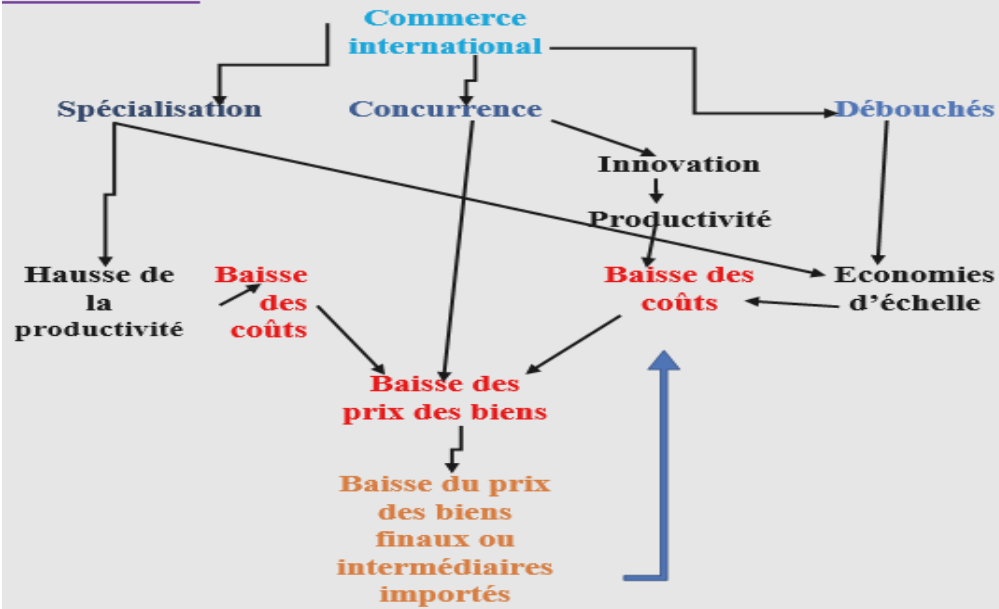
**1.** *Pourquoi observe-t-on une coexistence du protectionnisme et du libre-échange ?*

**2.** *Pourquoi les doctrines du libre-échange et du protectionnisme peuvent être opposées ?*

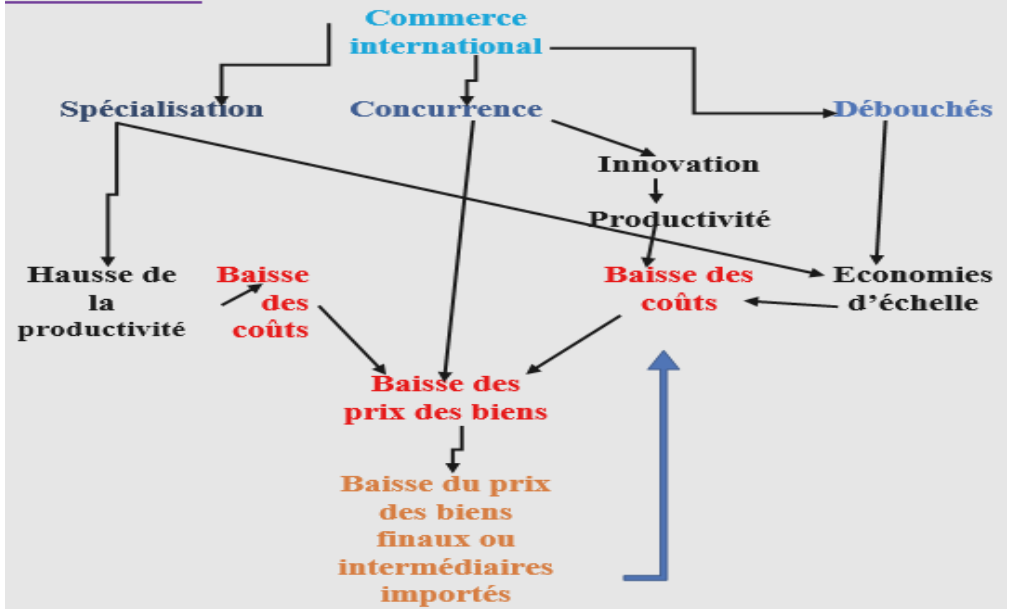
**3.** *A l'aide d'un exemple illustrez l'opposition entre libre-échange et protectionnisme.*



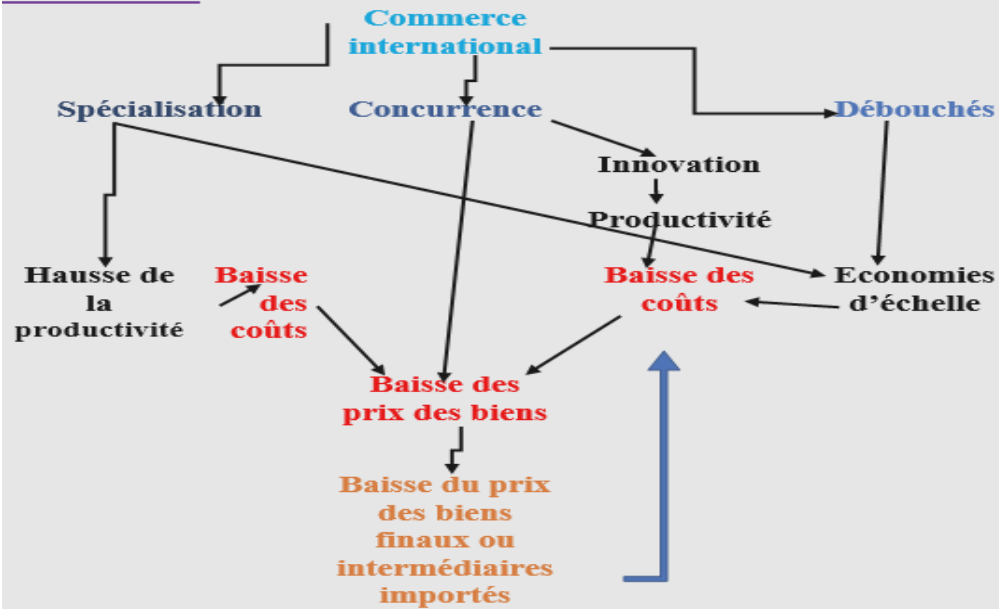
Un schéma...



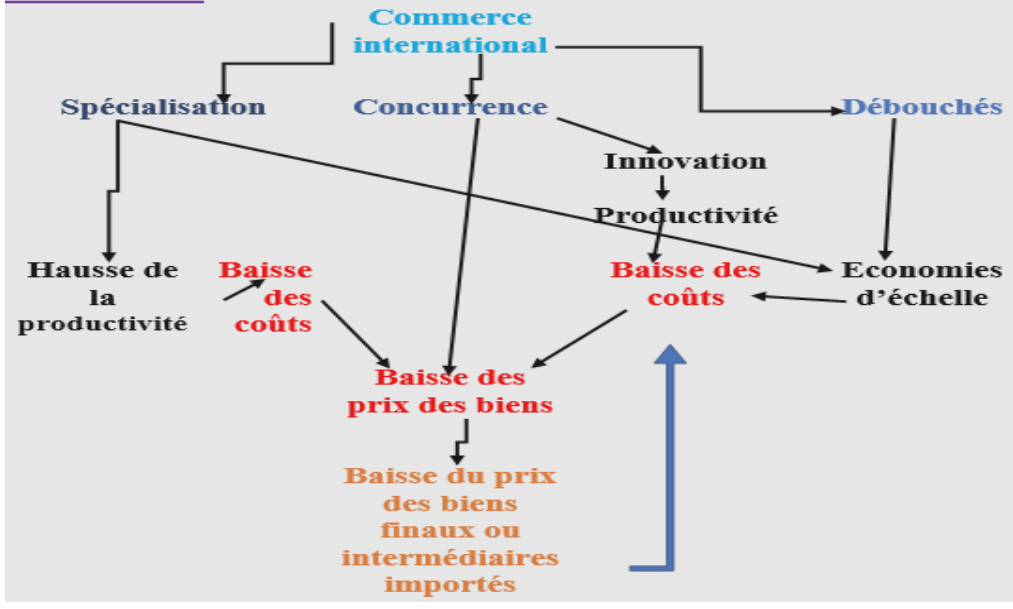
Un schéma...



Un schéma...



Un schéma...



Evolution du PIB par habitant pour quelques pays entre 1980 et 2018

(Base 100 : Monde)

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2018
France	231	235	252	261	269	255	234	215	206
Japon	194	221	256	267	247	235	215	205	198
Corée du Sud	63	83	114	156	172	184	193	188	n.r.
Chine	14	23	22	29	32	43	63	82	99
Brésil	147	133	121	126	114	106	109	95	83
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- a. Un resserrement des écarts moyen en termes de revenu \_\_\_\_\_, donc de niveau de vie \_\_\_\_\_, au niveau mondial (limite : comment s'est effectué le partage entre les agents économiques notamment pour les ménages. Y a-t-il eu « ruissellement » de la richesse créée jusqu'aux plus démunis ?
- b. Si le partage s'effectue en direction de tous les secteurs [institutionnels / d'activité], même si ce n'est pas au même rythme, ces derniers ont pu accomplir plus largement leurs fonctions économiques (ex. \_\_\_\_\_ pour les ménages ; investir dans les structures éducatives ou sanitaires pour les \_\_\_\_\_. → amélioration de l'I\_\_\_\_\_ de D\_\_\_\_\_ H\_\_\_\_\_)
- c. Dans les pays riches les inégalités ont pu s'accroître du fait de la concurrence des pays à bas salaires venant renforcer les inégalités de revenus liées au progrès technique (cf. Chap.1)

Evolution du PIB par habitant pour quelques pays entre 1980 et 2018

(Base 100 : Monde)

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2018
France	231	235	252	261	269	255	234	215	206
Japon	194	221	256	267	247	235	215	205	198
Corée du Sud	63	83	114	156	172	184	193	188	n.r.
Chine	14	23	22	29	32	43	63	82	99
Brésil	147	133	121	126	114	106	109	95	83
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- a. Un resserrement des écarts moyen en termes de revenu \_\_\_\_\_, donc de niveau de vie \_\_\_\_\_, au niveau mondial (limite : comment s'est effectué le partage entre les agents économiques notamment pour les ménages. Y a-t-il eu « ruissellement » de la richesse créée jusqu'aux plus démunis ?
- b. Si le partage s'effectue en direction de tous les secteurs [institutionnels / d'activité], même si ce n'est pas au même rythme, ces derniers ont pu accomplir plus largement leurs fonctions économiques (ex. \_\_\_\_\_ pour les ménages ; investir dans les structures éducatives ou sanitaires pour les \_\_\_\_\_. → amélioration de l'I\_\_\_\_\_ de D\_\_\_\_\_ H\_\_\_\_\_)
- c. Dans les pays riches les inégalités ont pu s'accroître du fait de la concurrence des pays à bas salaires venant renforcer les inégalités de revenus liées au progrès technique (cf. Chap.1)

Les gagnants et les perdants de la mondialisation : la délocalisation profite aux travailleurs qualifiés et nuit aux travailleurs moins qualifiés

[...] **plutôt qu'une** hausse de la demande relative de qualification via une modification de la composition industrielle, nous observons des augmentations de l'intensité en main-d'œuvre qualifiée dans l'ensemble des industries. [...] il s'avère que la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires, notamment de la Chine, a profondément affecté la demande de main-d'œuvre dans les pays riches, au détriment essentiellement des travailleurs non qualifiés tout en bénéficiant aux travailleurs qualifiés. Dans le cas de la France, [...] les décisions de délocalisation des entreprises françaises [...] ont fait baisser les salaires et créé une polarisation du marché du travail.

Les pays dotés d'une abondante main-d'œuvre qualifiée, comme les États-Unis ou la France, se spécialisent dans la production de biens à relativement forte intensité en main-d'œuvre qualifiée. Dans l'économie mondialisée, les entreprises ont la possibilité de transférer des parties du processus de production vers différents endroits, en tirant parti des différences de coûts entre les pays, en important des biens intermédiaires des endroits les moins chers du monde. **Les entreprises qui importent des biens à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée choisissent de le faire en provenance de pays dotés de cette main-d'œuvre tout en arrêtant de produire elles-mêmes ces biens. En abandonnant cette production, les entreprises se concentrent sur les parties les plus qualifiées du processus de production et emploient donc des salariés plus qualifiés.** [...]

Dans un monde de faible croissance, les pays doivent continuer de chercher des moyens de maximiser les gains provenant des échanges, tout en s'assurant qu'ils bénéficient à l'ensemble des salariés. Afin de profiter au maximum de la mondialisation, il est par conséquent nécessaire de **mettre en place des politiques qui corrigent les effets inégaux des échanges**, en développant des politiques de **redistribution** efficaces et en proposant des **formations** aux salariés pour les accompagner dans la transition vers de nouveaux emplois.

Les gagnants et les perdants de la mondialisation : la délocalisation profite aux travailleurs qualifiés et nuit aux travailleurs moins qualifiés

[...] **plutôt qu'une** hausse de la demande relative de qualification via une modification de la composition industrielle, nous observons des augmentations de l'intensité en main-d'œuvre qualifiée dans l'ensemble des industries. [...] il s'avère que la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires, notamment de la Chine, a profondément affecté la demande de main-d'œuvre dans les pays riches, au détriment essentiellement des travailleurs non qualifiés tout en bénéficiant aux travailleurs qualifiés. Dans le cas de la France, [...] les décisions de délocalisation des entreprises françaises [...] ont fait baisser les salaires et créé une polarisation du marché du travail.

Les pays dotés d'une abondante main-d'œuvre qualifiée, comme les États-Unis ou la France, se spécialisent dans la production de biens à relativement forte intensité en main-d'œuvre qualifiée. Dans l'économie mondialisée, les entreprises ont la possibilité de transférer des parties du processus de production vers différents endroits, en tirant parti des différences de coûts entre les pays, en important des biens intermédiaires des endroits les moins chers du monde. **Les entreprises qui importent des biens à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée choisissent de le faire en provenance de pays dotés de cette main-d'œuvre tout en arrêtant de produire elles-mêmes ces biens. En abandonnant cette production, les entreprises se concentrent sur les parties les plus qualifiées du processus de production et emploient donc des salariés plus qualifiés.** [...]

Dans un monde de faible croissance, les pays doivent continuer de chercher des moyens de maximiser les gains provenant des échanges, tout en s'assurant qu'ils bénéficient à l'ensemble des salariés. Afin de profiter au maximum de la mondialisation, il est par conséquent nécessaire de **mettre en place des politiques qui corrigent les effets inégaux des échanges**, en développant des politiques de **redistribution** efficaces et en proposant des **formations** aux salariés pour les accompagner dans la transition vers de nouveaux emplois.

a. Le progrès technique se combine avec le commerce international dans le mouvement de restructuration des activités mondiales et donc de la restructuration de l'emploi. Cela touche d'abord l'industrie manufacturière et condamne dans les pays riches une partie de la main d'œuvre [très/peu] qualifiée par substitution du [capital / travail] au [capital / travail] et/ou par la délocalisation des activités les plus laboristiques vers des pays [« ateliers » / développés ». Cela pèse sur les salaires des actifs concernés : sur les salaires d'embauche, vers les nouveaux emplois peu qualifiés du tertiaire ou conduit au \_\_\_\_\_. Le processus de tertiairisation dans les pays développés renforce cette polarisation de l'emploi entre métiers très qualifiés (recherche/développement ; marketing...) et peu qualifiés. Le chômage devient structurel et nécessite des politiques d'emploi passives (indemnisation chômage ; RSA...) et actives (formation).

b. La « courbe de l'éléphant » établit quelques grandes tendances des évolutions du revenu moyen dans le monde. Une classe moyenne se structure dans les pays [émergents / développés] tandis qu'elle se fragmente dans les pays [émergents / développés]. Une partie de cette dernière rejoint les catégories pauvres et appauvries par la mondialisation (et le progrès technique) tandis que des populations restent en dehors de la hausse du niveau de vie moyen dans pays émergents... ou encore « en développement ».

a. Le progrès technique se combine avec le commerce international dans le mouvement de restructuration des activités mondiales et donc de la restructuration de l'emploi. Cela touche d'abord l'industrie manufacturière et condamne dans les pays riches une partie de la main d'œuvre [très/peu] qualifiée par substitution du [capital / travail] au [capital / travail] et/ou par la délocalisation des activités les plus laboristiques vers des pays [« ateliers » / développés ». Cela pèse sur les salaires des actifs concernés : sur les salaires d'embauche, vers les nouveaux emplois peu qualifiés du tertiaire ou conduit au \_\_\_\_\_. Le processus de tertiairisation dans les pays développés renforce cette polarisation de l'emploi entre métiers très qualifiés (recherche/développement ; marketing...) et peu qualifiés. Le chômage devient structurel et nécessite des politiques d'emploi passives (indemnisation chômage ; RSA...) et actives (formation).

b. La « courbe de l'éléphant » établit quelques grandes tendances des évolutions du revenu moyen dans le monde. Une classe moyenne se structure dans les pays [émergents / développés] tandis qu'elle se fragmente dans les pays [émergents / développés]. Une partie de cette dernière rejoint les catégories pauvres et appauvries par la mondialisation (et le progrès technique) tandis que des populations restent en dehors de la hausse du niveau de vie moyen dans pays émergents... ou encore « en développement ».

a. Le progrès technique se combine avec le commerce international dans le mouvement de restructuration des activités mondiales et donc de la restructuration de l'emploi. Cela touche d'abord l'industrie manufacturière et condamne dans les pays riches une partie de la main d'œuvre [très/peu] qualifiée par substitution du [capital / travail] au [capital / travail] et/ou par la délocalisation des activités les plus laboristiques vers des pays [« ateliers » / développés ». Cela pèse sur les salaires des actifs concernés : sur les salaires d'embauche, vers les nouveaux emplois peu qualifiés du tertiaire ou conduit au \_\_\_\_\_. Le processus de tertiairisation dans les pays développés renforce cette polarisation de l'emploi entre métiers très qualifiés (recherche/développement ; marketing...) et peu qualifiés. Le chômage devient structurel et nécessite des politiques d'emploi passives (indemnisation chômage ; RSA...) et actives (formation).

b. La « courbe de l'éléphant » établit quelques grandes tendances des évolutions du revenu moyen dans le monde. Une classe moyenne se structure dans les pays [émergents / développés] tandis qu'elle se fragmente dans les pays [émergents / développés]. Une partie de cette dernière rejoint les catégories pauvres et appauvries par la mondialisation (et le progrès technique) tandis que des populations restent en dehors de la hausse du niveau de vie moyen dans pays émergents... ou encore « en développement ».

a. Le progrès technique se combine avec le commerce international dans le mouvement de restructuration des activités mondiales et donc de la restructuration de l'emploi. Cela touche d'abord l'industrie manufacturière et condamne dans les pays riches une partie de la main d'œuvre [très/peu] qualifiée par substitution du [capital / travail] au [capital / travail] et/ou par la délocalisation des activités les plus laboristiques vers des pays [« ateliers » / développés ». Cela pèse sur les salaires des actifs concernés : sur les salaires d'embauche, vers les nouveaux emplois peu qualifiés du tertiaire ou conduit au \_\_\_\_\_. Le processus de tertiairisation dans les pays développés renforce cette polarisation de l'emploi entre métiers très qualifiés (recherche/développement ; marketing...) et peu qualifiés. Le chômage devient structurel et nécessite des politiques d'emploi passives (indemnisation chômage ; RSA...) et actives (formation).

b. La « courbe de l'éléphant » établit quelques grandes tendances des évolutions du revenu moyen dans le monde. Une classe moyenne se structure dans les pays [émergents / développés] tandis qu'elle se fragmente dans les pays [émergents / développés]. Une partie de cette dernière rejoint les catégories pauvres et appauvries par la mondialisation (et le progrès technique) tandis que des populations restent en dehors de la hausse du niveau de vie moyen dans pays émergents... ou encore « en développement ».

*Ainsi cela alimente le débat quant aux bienfaits de libre échange ...ou du protectionnisme. La question est de laisser circuler sans contraintes (?) physiques ou fiscales les biens et les services entre les différents territoires économiques nationaux.*

*Les effets favorables du libre-échange (voir tableau) sont mis en avant par ses partisans qui pointent les effets pervers du protectionnisme. A l'inverse en même temps qu'ils soulignent les effets négatifs du libre- échange les partisans du protectionnisme soulignent les avantages qu'une économie nationale et ses agents résidents peuvent tirer des limites à la circulation libre des biens et services.*

*Dans la réalité la question posée est largement celle de la régulation à mettre en place puisqu'aucun pays ne peut et ne veut se soustraire aux échanges mondiaux (M = ressources et X = contributions à la croissance) d'où les accords hier (GATT, 1944) et aujourd'hui l'organisation mondiale du commerce (OMC) institutionnalisée en 1995.*

*Ainsi cela alimente le débat quant aux bienfaits de libre échange ...ou du protectionnisme. La question est de laisser circuler sans contraintes (?) physiques ou fiscales les biens et les services entre les différents territoires économiques nationaux.*

*Les effets favorables du libre-échange (voir tableau) sont mis en avant par ses partisans qui pointent les effets pervers du protectionnisme. A l'inverse en même temps qu'ils soulignent les effets négatifs du libre- échange les partisans du protectionnisme soulignent les avantages qu'une économie nationale et ses agents résidents peuvent tirer des limites à la circulation libre des biens et services.*

*Dans la réalité la question posée est largement celle de la régulation à mettre en place puisqu'aucun pays ne peut et ne veut se soustraire aux échanges mondiaux (M = ressources et X = contributions à la croissance) d'où les accords hier (GATT, 1944) et aujourd'hui l'organisation mondiale du commerce (OMC) institutionnalisée en 1995.*

*Ainsi cela alimente le débat quant aux bienfaits de libre échange ...ou du protectionnisme. La question est de laisser circuler sans contraintes (?) physiques ou fiscales les biens et les services entre les différents territoires économiques nationaux.*

*Les effets favorables du libre-échange (voir tableau) sont mis en avant par ses partisans qui pointent les effets pervers du protectionnisme. A l'inverse en même temps qu'ils soulignent les effets négatifs du libre- échange les partisans du protectionnisme soulignent les avantages qu'une économie nationale et ses agents résidents peuvent tirer des limites à la circulation libre des biens et services.*

*Dans la réalité la question posée est largement celle de la régulation à mettre en place puisqu'aucun pays ne peut et ne veut se soustraire aux échanges mondiaux (M = ressources et X = contributions à la croissance) d'où les accords hier (GATT, 1944) et aujourd'hui l'organisation mondiale du commerce (OMC) institutionnalisée en 1995.*

*Ainsi cela alimente le débat quant aux bienfaits de libre échange ...ou du protectionnisme. La question est de laisser circuler sans contraintes (?) physiques ou fiscales les biens et les services entre les différents territoires économiques nationaux.*

*Les effets favorables du libre-échange (voir tableau) sont mis en avant par ses partisans qui pointent les effets pervers du protectionnisme. A l'inverse en même temps qu'ils soulignent les effets négatifs du libre- échange les partisans du protectionnisme soulignent les avantages qu'une économie nationale et ses agents résidents peuvent tirer des limites à la circulation libre des biens et services.*

*Dans la réalité la question posée est largement celle de la régulation à mettre en place puisqu'aucun pays ne peut et ne veut se soustraire aux échanges mondiaux (M = ressources et X = contributions à la croissance) d'où les accords hier (GATT, 1944) et aujourd'hui l'organisation mondiale du commerce (OMC) institutionnalisée en 1995.*